

Premiers résultats de l'enquête suisse sur les administrations cantonales 2002 (ECAV02)

Comment les cantons financent les politiciens et les partis?

Recruter oui, payer non : les partis, principaux acteurs de la vie politique dans les cantons, restent largement tributaires pour leur financement des contributions de leurs membres et de leurs sponsors. Seuls les cantons de Genève et Fribourg octroient une aide étatique directe – mais faible - aux partis. La plupart des cantons paient une contribution indirecte, mais également faible, aux fractions parlementaires. Les indemnités versées aux parlementaires sont nettement plus substantielles. Quant au mandat de conseiller d'Etat, il est mieux rétribué dans les grands cantons.

Ce sont là quelques résultats tirés de la nouvelle enquête sur les administrations cantonales 2002 (ESAC02). L'ensemble des résultats sera prochainement disponible sur internet (www.badac.ch).

Financement direct des partis uniquement à Genève et Fribourg

Il n'y a pratiquement pas de financement direct des partis dans les cantons suisses. En 2001, seuls les cantons de Fribourg et Genève connaissaient un tel financement, avec 302'000 francs (GE) et 150'000 francs (FR) versés aux partis cantonaux.

Cela ne signifie pourtant pas qu'il n'y a pas de soutien aux partis dans les 24 autres cantons. En fait, la plupart des cantons octroient des contributions aux fractions parlementaires (voir Tableau 1 et Graphique 1). Ces contributions ont aussi pour but de soutenir indirectement les partis, sans passer par la voie du financement direct, plus sensible politiquement.

Cependant, le montant versé aux partis cantonaux au titre des contributions aux fractions parlementaires est également relativement faible: guère plus de trois millions pour l'ensemble des cantons (voir Tableau 1 ci-dessous). Par comparaison, le total des dépenses annuelles des partis cantonaux a été estimé à environ 18 à 20 millions de francs en 1997, et jusqu'à 30 à 34 millions de francs pour des années électorales (Ladner/Braendle 2001). Ce montant est vraisemblablement encore plus élevé aujourd'hui.

Tableau 1 : **Contribution des cantons suisses aux partis et aux fractions parlementaires 2001 (Total)**

	Total
Parti	452'000 francs
Fraction	3'302'000 francs
Total	3'754'000 francs

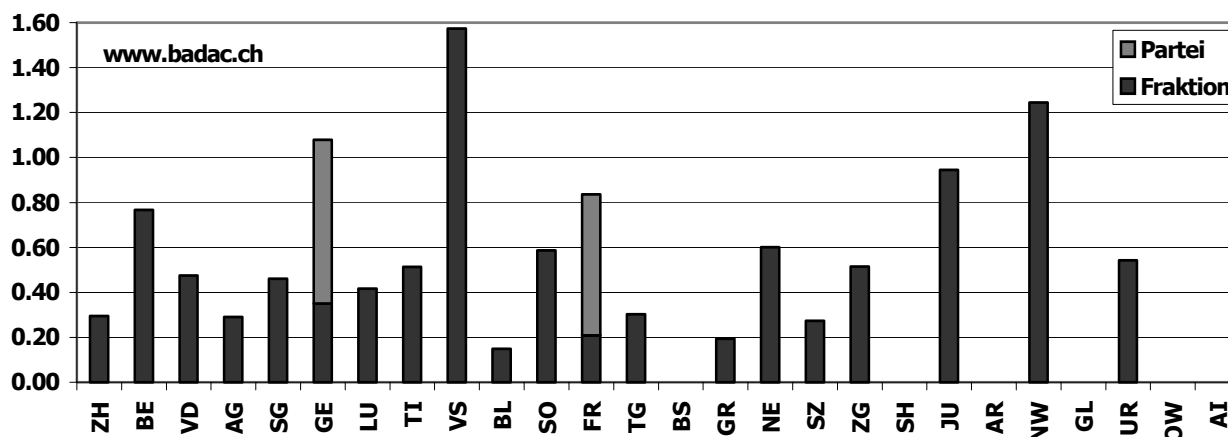
Source: IDHEAP: Enquête sur les administrations cantonales 2002

Des données complètes pour les services publics et l'organisation administrative des cantons

«L'enquête sur les administrations cantonales 2002» (ESAC02) fournit, pour 2001, de nouveaux éclairages sur les parlements, les gouvernements et les administrations cantonales. L'enquête recense également les effectifs, les salaires ainsi que des informations portant sur les instruments de planification, de contrôle, de formation et d'évaluation. Cette enquête a été réalisée entre novembre 2002 et juin 2003 auprès de 26 cantons et 164 départements et alimente la «Banque de données des cantons et des villes suisses» (BADAC). La BADAC est un service qui est financé par les cantons et les villes suisses. Ce projet est géré et développé par l'Institut de hautes études en administration publique (IDHEAP), sous la direction du Prof. Pascal Sciarini et du Dr. Christophe Koller (Chef de projet).

Graphique 1 : **Contributions aux partis et aux fractions parlementaires dans les cantons suisses, en francs par habitant en 2001**

Cantons triés selon la taille de la population



Nb Les cantons de Bâle-Ville, de Schaffhouse, de Glaris et les deux Appenzell n'octroient aucune aide.

Source: IDHEAP: Enquête sur les administrations cantonales 2002

De leur côté, les indemnités versées aux parlementaires offrent un soutien nettement plus substantiel que les contributions aux partis ou aux fractions parlementaires (voir tableau 2 en annexe). Exprimées par tête d'habitant, les indemnités les plus importantes sont versées par le petit canton d'Appenzell Rhodes intérieures (18 francs par habitant), mais ce résultat s'explique avant tout par la petite taille de la population de ce canton. Pour l'ensemble des cantons, le total des indemnités versées aux parlementaires est 6 fois supérieur aux contributions directes et indirectes octroyées aux partis et aux fractions. Lorsqu'elles sont rétrocédées aux partis, ces indemnités assurent aussi une source importante de financement.

Les parlementaires cantonaux obtiennent en moyenne 200-300 francs par jour de séance

Les indemnités versées aux parlementaires varient fortement d'un canton à l'autre, non seulement du point de vue du montant octroyé, mais aussi de la manière de le calculer. Généralement, une demi-journée de présence est payée de 100 à 150 francs et une journée de 200 à 300 francs (état: 2003). Le montant des indemnités parlementaires est généralement proportionnel au volume de travail fourni par les politiciens. On peut toutefois clairement distinguer deux types de systèmes: l'un demeure proche du système de milice traditionnel (avec des indemnités plus faibles), l'autre tend davantage vers la professionnalisation et considère les parlementaires comme une force de travail hautement qualifiée devant être rémunérée adéquatement.

Ainsi, des indemnités au-dessus de la moyenne sont versées aux parlementaires des cantons de Zürich (200 francs pour une demi-journée, plus 4000 francs de forfait annuel), du Tessin (200 francs pour deux heures de séance), de Genève (100 francs par heure), de Zug (184 francs pour une demi-journée et 307 francs pour une journée complète), de Vaud (350 francs pour une journée complète) et du Valais (180 francs pour une demi-journée et 250 francs pour une séance d'une journée).

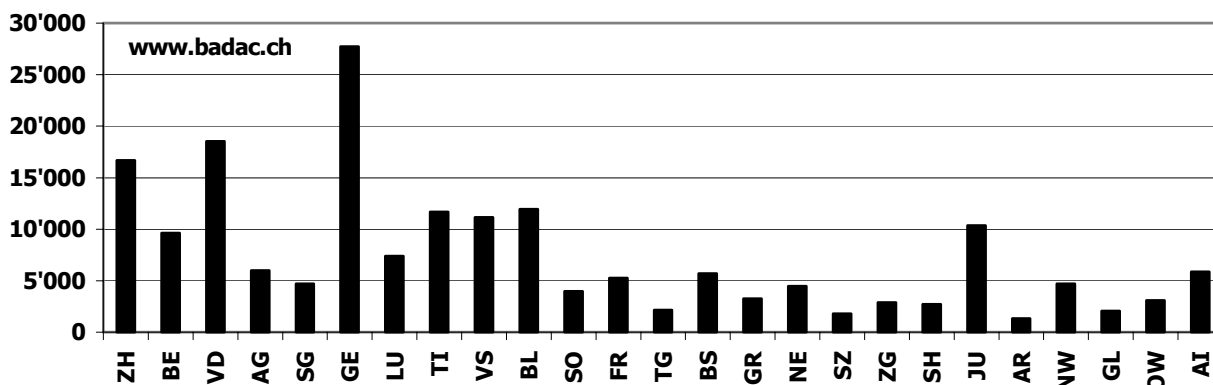
A l'inverse, les cantons d'Appenzell Rhodes intérieures (60 francs par demi-journée, 120 francs par journée complète), d'Appenzell Rhode extérieures (150 francs pour une journée), et d'Uri (75/105 francs par demi-journée, resp. journée complète) rémunèrent plus chichement leurs parlementaires.

A cela s'ajoutent encore les indemnités pour les dépenses de déplacement, de repas et, parfois, pour les nuitées ainsi que des primes pour une charge de présidence de Conseil ou de commission, ou encore pour la rédaction de rapports.

Dans certains cantons, les indemnités se basent entièrement (NW) ou en partie (ZH, BL, FR) sur une somme forfaitaire annuelle. Ainsi, il importe de bien comparer les sommes octroyées pour l'ensemble des indemnités existantes.

En 2001, les indemnités totales versées par parlementaire s'échelonnaient d'un minimum de 1300 francs (AR) à un maximum de 27'000 francs pour Genève (cf. graphique 2).

Graphique 2 : **Indemnités annuelles par parlementaire en 2001, en francs**
 Cantons triés selon la taille de la population

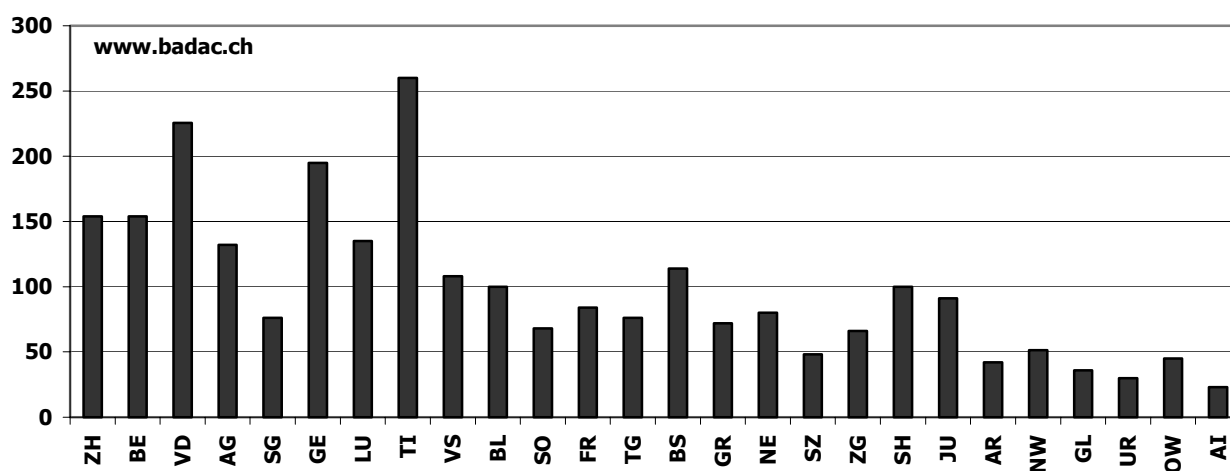


Nb Pas de données pour Uri.

Source: IDHEAP: Enquête sur les administrations cantonales 2002

A taille de canton égale, des indemnités relativement élevées sont versées dans les cantons latins tels que Genève, Vaud, Valais, Jura et Tessin ainsi que dans les cantons de Bâle-Campagne et d'Appenzell Rhodes extérieurs. Cependant, il faudrait tenir compte ici de la charge de travail des parlementaires, qui varie fortement d'un canton à l'autre et pas seulement en fonction de la taille du canton. Le graphique 3, qui présente le nombre d'heures total des séances plénières, illustre bien ces différences de charge de travail. Ce chiffre varie de 23 (AI) à 260 (TI). Idéalement, il faudrait encore tenir compte des travaux des commissions. Ainsi, le montant élevé des indemnités versées aux parlementaires genevois et vaudois s'explique aussi par l'existence d'un système de commissions extrêmement développé (si les 6 commissions permanentes du canton d'Appenzell Rhodes intérieurs se sont réunies à 24 reprises en 2001, les 24 commissions genevoises se sont réunies 700 fois).

Graphique 3 : **Durée totale des séances plénières, en heures en 2001**
 Cantons triés selon la taille de la population



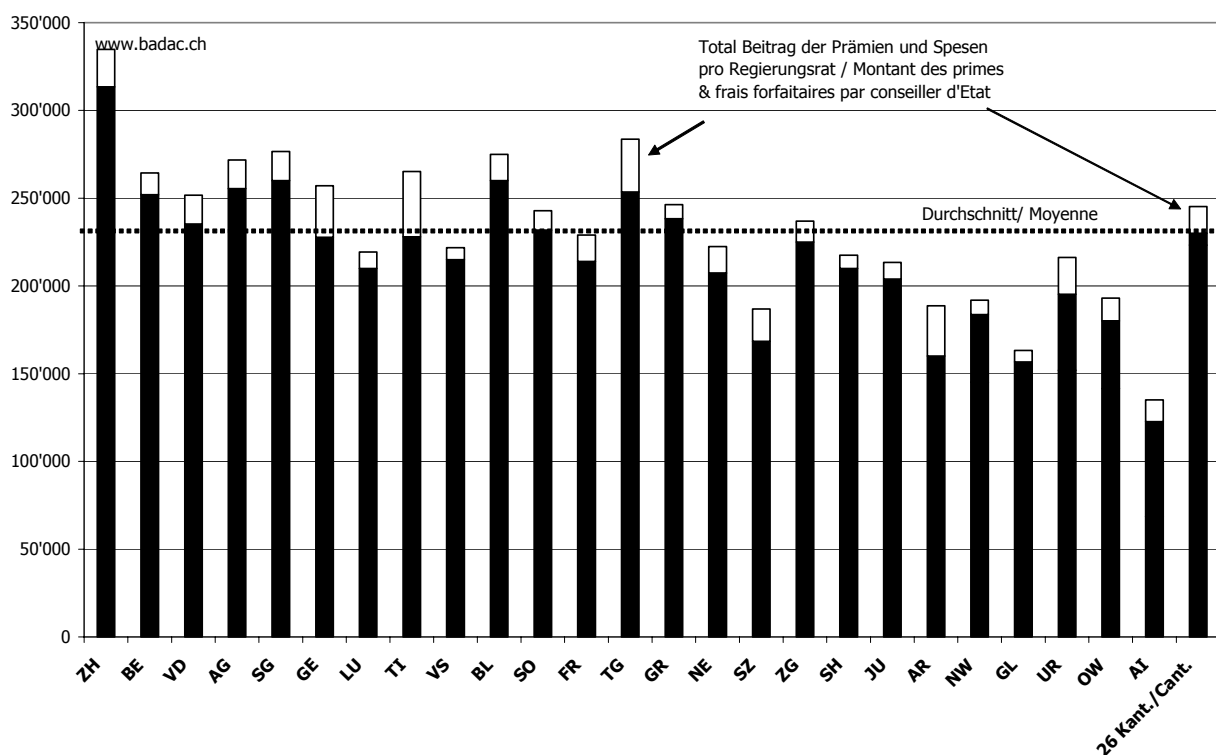
Source: IDHEAP: Enquête sur les administrations cantonales 2002

Les grands cantons paient mieux leurs conseillers d'Etat, surtout en Suisse allemande

Presque tous les cantons suisses ont aujourd'hui des conseillers d'Etat employés à plein temps. Dans les cantons où ce n'est pas encore formellement le cas (AI, NW, OW, UR; à Schwytz, le degré d'emploi peut varier en fonction de la répartition des départements), le temps de travail équivaut tout de même en règle générale à un équivalent plein temps. Les traitements versés aux conseillers d'Etat atteignent voire dépassent ceux des classes les plus élevées des administrations cantonales.

Contrairement aux indemnités pour les parlementaires, les salaires versés aux conseillers d'Etat sont tendanciellement plus élevés en Suisse alémanique qu'en Suisse romande (voir Tableau 2 en annexe). Mais les différences entre cantons s'expliquent avant tout par la taille de la population. Le graphique 4 montre ainsi une corrélation étroite entre la taille du canton et le montant du salaire versé. Extrapolé à un équivalent plein temps et en tenant compte du montant total des primes et des frais forfaitaires, un membre du gouvernement gagne 135'000 francs à Appenzell Rhodes intérieures et 200'000 francs de plus à Zürich (335'000 francs). Le traitement s'établit à 232'000 francs pour l'ensemble des conseillers d'Etat des 26 cantons (moyenne pour un équivalent plein temps).

Graphique 4 : **Salaire annuel des conseillers d'Etat en 2001, en francs**
Cantons triés selon la taille de la population



Nb Pas de données pour Bâle-Ville; AI, NW, OW, UR : extrapolation pour un équivalent plein temps.

Source: IDHEAP: Enquête sur les administrations cantonales 2002

Renseignements:

Il est possible de télécharger le communiqué de presse ainsi que d'autres données chiffrées à partir de notre rubrique d'informations www.badac.ch.

Pour toutes questions, veuillez contacter Christophe Koller, responsable du projet BADAC (Tél. 021 694 07 67; christophe.koller@idheap.unil.ch)